



Besançon

**Arrêté du Président
Président du Conseil d'Administration**

Publié le : 28/05/2026

AG.26.05.A10

OBJET : Délégation de signature à Monsieur Alexandre GRANDVOINET, Adjoint au DGAS RH et Directeur de la Direction Pilotage et Organisation

Le Président du Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale,
Vu les articles L123-8 et R123-23 du Code de l'Action Sociale et des Familles relatifs aux pouvoirs propres du Président du Conseil d'Administration,
Vu la convention de création de services communs entre la Communauté Urbaine Grand Besançon Métropole, la Ville et le CCAS en date du 26 décembre 2014 et ses avenants,

Vu la délibération du Conseil d'Administration du 20 mai 2026, relative à la délégation de pouvoirs du Conseil d'Administration aux Président, vice-président et à la vice-présidente déléguée, ainsi qu'à la signature des actes pris en application de cette délégation,

Considérant que le Président du Conseil d'Administration du CCAS peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, déléguer sa signature aux Directeurs de services partagés pour l'exécution des missions qu'il confie aux dits services.

ARRÊTE

Article 1^{er} : Une délégation de signature est donnée à Monsieur Alexandre GRANDVOINET, Adjoint au Directeur Général Adjoint des Services - Ressources Humaines Mutualisées et Directeur de la Direction Pilotage et Organisation à Grand Besançon Métropole, à effet de signer pour sa direction les actes suivants :

Toutes correspondances, actes et documents à portée strictement administrative et notamment :

- Les courriers de demande de précisions administratives ou techniques hors commande publique,
- Les accusés de réception et les bordereaux d'envoi à portée strictement administrative liés à l'activité du service et dont la signature ne porte pas décision,
- Les convocations à des réunions techniques, de suivi ou de travail, réunissant uniquement des agents et techniciens, et leurs comptes rendus,
- Les ordres de mission des agents et les autorisations d'absence,
- La certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement.

En matière de commande publique :

- Toutes correspondances, actes et documents à portée strictement administrative et n'emportant pas décision, dans le cadre de la préparation, la passation et l'exécution des marchés publics et des contrats de concession, quel que soit le montant et la procédure,
- Les décisions relatives à la préparation, à la passation et à l'exécution des marchés publics d'une valeur inférieure à 15 000 € HT,
- Les bons de commandes relatifs aux marchés et accords-cadres d'une valeur inférieure à 15 000 € HT,
- Les marchés subséquents d'une valeur inférieure à 15 000 € HT.

En matière de commande publique, quel que soit le montant et la procédure du marché public ou accord-cadre auquel ils se rapportent :

- Les décisions d'infructuosité,



- Les actes et courriers relatifs aux offres irrégulières,
- Les actes de mains levées,
- Les avenants sans incidence financière,
- Les décisions d'affermissement des tranches,
- Les ordres de service sans incidence financière (et notamment relatifs au démarrage de prestations, à l'arrêt de prestations, à la reprise de prestations, à l'intégration de prix nouveaux),
- Les actes de sous-traitance et actes modificatifs de sous-traitance.

En matière d'actes relatifs à la gestion du personnel :

- Les actes en matière de congés et absences de toute nature,
- Les actes relatifs aux procédures de reclassement médical des agents, aux accidents du travail, maladies professionnelles et aux allocations temporaires d'invalidité,
- Les actes en matière de temps partiel et temps de travail des agents,
- Les actes plaçant les agents dans différentes positions statutaires,
- Les actes liés à la gestion de la carrière des agents notamment les avancements et les reclassements,
- Les actes liés à la rémunération des agents titulaires et contractuels,
- Les actes relatifs à la mise en œuvre du télétravail,
- Les actes de gestion relatifs aux agents contractuels notamment le recrutement, les modifications et les fins de contrat,
- Les actes relatifs au processus de mobilité des agents,
- Les décisions relatives aux demandes de protection fonctionnelle,
- Les ordres de mission et états de frais pour les déplacements des personnels titulaires et non-titulaires, élus ou collaborateurs,
- Les conventions et attestations de stage,
- Les pièces justificatives liées au paiement des salaires des agents et charges sociales.

Article 2 : Pour les décisions ayant un impact sur les finances locales, la délégation ne peut être exercée que sous réserve que les crédits nécessaires soient préalablement inscrits au budget par le conseil d'administration.

Article 3 : La signature par M. Alexandre GRANDVOINNET des pièces reprises à l'article 1er devra être précédée son nom et de son prénom, et de la mention suivante : « L'Adjoint au Directeur Général Adjoint des Services - Ressources Humaines mutualisées, Directeur de la Direction Pilotage et Organisation, par délégation ».

Article 4 : Cette décision peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Besançon - 30 rue Charles Nodier, 25000 BESANCON – dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 5 : Le Directeur Général du Centre Communal d'Action Sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- publié au registre des arrêtés et sur le site internet de la Ville,
- adressé en Préfecture et au Trésorier Principal du Grand Besançon, comptable du Centre Communal d'Action Sociale,
- notifié à l'intéressé.

Besançon, le **28 MAI 2026**

Le Président du CCAS,

Ludovic FAGAUT

